



HAL
open science

Les ouvriers au temps de Proudhon : éléments d'histoire sociale

Samuel Hayat

► **To cite this version:**

Samuel Hayat. Les ouvriers au temps de Proudhon : éléments d'histoire sociale. Proudhon et les identités ouvrières, 2014. <halshs-03693488>

HAL Id: halshs-03693488

<https://shs.hal.science/halshs-03693488v1>

Submitted on 10 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Les ouvriers au temps de Proudhon : éléments d'histoire sociale

Samuel Hayat

Conservatoire national des arts et métiers / laboratoire Histoire des technosciences en société
(HT2S)

Le but de cet article est de donner quelques éléments de contexte sur les mondes ouvriers au temps de Proudhon, pour essayer de comprendre d'où Proudhon parle, en permettant des aller-retour entre le contenu de l'œuvre de Proudhon et son inscription, comme acteur historique, dans son temps. Dans cette perspective, la question de la réalité de l'expérience ouvrière est évidemment cruciale. Elle l'est, bien sûr, car Proudhon lui-même est d'origine ouvrière, et n'hésite pas à en faire un élément moteur de son engagement. Elle l'est aussi du fait de l'importance de la question ouvrière dans son œuvre. Et elle l'est enfin d'autant plus si l'on prend au sérieux ce que nous dit Pierre Ansart sur l'œuvre de Proudhon, à savoir qu'elle trouve sa source dans l'interprétation que fait Proudhon de la condition, des formes d'organisation et des projets d'une partie de la classe ouvrière, les ouvriers qualifiés organisés, dont les canuts lyonnais mutuellistes forment la pointe la plus avancée, ou le groupe le plus représentatif¹.

Mais évidemment, cela ne saurait signifier, ni pour Ansart ni pour nous, que pour comprendre ce que Proudhon entend quand il parle des ouvriers, il suffirait de s'intéresser à ces ouvriers et seulement à eux. Proudhon parle bien *des* classes ouvrières au pluriel, non seulement il est attentif à la petite production, au monde de l'atelier et de la fabrique, mais il cherche aussi à déterminer les formes d'organisation économique adaptées à la grande industrie, à l'agriculture, au commerce, etc. D'où la nécessité, pour comprendre ce que Proudhon a à l'esprit lorsqu'il parle des classes ouvrières, de donner quelques éléments d'histoire sociale de la France du XIXe siècle. Ainsi, on pourra voir quels sont alors les différents mondes ouvriers, ce qui les différencie, ce qui les relie, éventuellement².

¹ Pierre Ansart, *Naissance de l'anarchisme : esquisse d'une explication sociologique du proudhonisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1970.

² Cet article se fonde principalement une série d'ouvrages d'histoire sociale portant sur les mondes ouvriers en France au XIXe siècle. Je me suis en particulier appuyé sur Gérard Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française: XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1986 ; Roger Price, *A social history of nineteenth-century France*, New York, Holmes and Meier, 1987 ; Alain Dewerpe, *Le Monde du travail en France, 1800-1950*, Paris, A. Colin,

Les années où écrivent Proudhon (1840-1865) sont particulièrement intéressantes dans l'histoire ouvrière car elles combinent deux éléments. D'un côté, les façons de vivre, de travailler et de penser des ouvriers, et en particulier des ouvriers qualifiés, sont encore largement fondées sur une forte culture corporative et sur des conditions objectives permettant une certaine autonomie des travailleurs. Mais d'un autre côté, ce sont aussi des années de transformation rapide de l'économie et des conditions de travail.

I. Une photographie du monde ouvrier au temps de Proudhon

Pour commencer, je présenterai le monde ouvrier d'alors, de façon statique, c'est-à-dire en mettant l'accent sur ce qui ne change pas entre la naissance et la mort de Proudhon. Quelques éléments centraux se dégagent.

1) Plusieurs mondes du travail

La première chose à noter, c'est que sous les mots « travailleurs » et « ouvriers », on trouve des situations tout à fait diverses. Pour simplifier, on peut dire qu'il existe quatre mondes ouvriers (eux-mêmes complexes, et il existe des situations intermédiaires).

A la plus petite échelle, il y a le travail domestique, le travail à la maison. Celui-ci constitue une réalité majeure du monde ouvrier au XIXe siècle, puisqu'il touche environ un quart des travailleurs. C'est principalement dans l'industrie textile, la plus importante industrie française, qu'il est développé, et en particulier chez les femmes, qui sont majoritaires parmi les travailleurs domestiques. On le trouve aussi bien développé en milieu rural qu'urbain, et ce sont souvent des tâches très subalternes, mal payées et difficiles.

A l'échelle un peu plus élevée, on trouve les artisans. Souvent travailleurs individuels, ou simplement un patron et un ou deux employés. Les entreprises artisanales constituent l'immense majorité des entreprises industrielles, plus de 90%, rassemblant environ un tiers de travailleurs. Les artisans sont alors la force dominante du monde ouvrier : ils possèdent un savoir-faire, ils sont souvent propriétaires de leurs outils de travail (ce qui ne les empêche pas

d'être très dépendants économiquement), ils savent dans leur grande majorité lire et écrire, ils sont relativement libres de l'organisation de leur temps et ont une longue habitude de l'organisation collective sur une base de métier et/ou de quartier.

A un niveau un peu plus grand de concentration, on trouve la manufacture. C'est un type de lieu qui existe depuis des siècles mais qui s'est surtout développé au XVIIIe : un lieu de travail où des ouvriers en relativement petit nombre (environ une dizaine en moyenne) travaillent sous le regard du patron. Il est parfois difficile de faire la distinction entre le monde de l'atelier artisanal et celui de la petite entreprise manufacturière, mais c'est à mon avis crucial. Car dans la manufacture, des ouvriers de différents statuts se retrouvent : des ouvriers qualifiés, qui ressemblent pour beaucoup aux artisans dans leur culture et leurs habitudes ; et des ouvriers qui n'ont pas de compétence particulière, aisément remplaçables. Parmi eux, beaucoup de migrants, de femmes (un quart de l'ensemble des ouvriers sont des ouvrières), des enfants (10%).

Enfin, à la plus grande échelle, on trouve la grande industrie. Elle est rare au XIXe siècle, mais pas inexistante, notamment avec le développement de l'extraction minière et de la métallurgie. Comme dans les manufactures, des ouvriers de métier coexistent avec des ouvriers sans qualification. Mais ces usines ont trois spécificités par rapport aux manufactures. La première est que la grande majorité est inscrite non dans la ville, mais dans le monde rural. Elles recrutent principalement des ruraux, qui continuent souvent à avoir une activité agricole. Seconde différence avec la manufacture, la taille fait que la surveillance directe de l'employeur cède le pas à un système où l'organisation du travail doit passer par des règlements, des surveillants, bref où il faut faire intégrer un certain nombre de normes aux ouvriers. Troisième spécificité, les usines ont beaucoup de mal à recruter, car elles sont dans des endroits isolés et le travail y est difficile, vu qu'il s'agit de rentabiliser les machines, donc d'avoir des rythmes fixes, à distance tant du travail artisanal qu'agricole. Cette situation particulière est porteuse de dynamiques très spécifiques.

Quatre mondes ouvriers, donc, qui ont bien sûr des relations, et qui sont traversés par une grande division : celle entre d'une part les travailleurs qualifiés, ouvriers de métier, rattachés pour beaucoup à une tradition de corps d'état ; et d'autre part les ouvriers non-qualifiés, où les femmes, les enfants, les ruraux sont surreprésentés. Par ailleurs, ce monde ouvrier se définit aussi par son extérieur : le monde agricole, qui représente alors les trois quarts de la

population, mais dont on voit que les liens avec le monde ouvrier sont multiples ; la bourgeoisie, notables, patrons, professions libérales etc. ; et une classe qui se développe doucement, la classe des employés, des travailleurs de service, du secrétaire particulier jusqu'aux domestiques (domestiques qui sont un million environ au milieu du siècle). Même lorsque ces employés sont fortement prolétarisés, il y a clairement une volonté de se démarquer des ouvriers, de mettre en avant le caractère respectable du métier, etc.

2) Styles de vie

Etant donné la diversité de ces mondes ouvriers, on comprend qu'il soit impossible de définir un « style de vie » ou une « culture ouvrière » unifiée. Il est difficile de comparer ce que vit une travailleuse vivant dans une ferme, à 20 km de Lyon, qui en plus des travaux des champs bat les soies à la rivière pour le compte d'un fabricant lyonnais, et la vie d'un canut, ouvrier de métier, chef d'atelier, membre d'une société de secours mutuel. Même s'ils travaillent ensemble, c'est-à-dire qu'ils participent de concert au processus de fabrication d'un produit donné, ils n'appartiennent pas au même monde. Cependant, quelques traits communs se dégagent. D'abord, la dépendance économique. Même les artisans propriétaires de leur outil de travail sont économiquement dépendants : ils n'ont souvent pas les moyens d'acheter la matière première, dépendent aussi des marchands qui leur passent commande, et en cas de nécessité d'investissement, par exemple dans une nouvelle machine, ils doivent la plupart du temps s'endetter. Tous les ouvriers sont aussi bien sûr dépendants de la conjoncture économique : ils n'ont pas de protection garantie en cas de chômage, de maladie, de vieillesse, etc. Le chômage est en particulier un gros problème : s'il n'est que de 5% en moyenne au XIXe siècle, il connaît des poussées violentes, simplement parce que beaucoup de travaux, comme le bâtiment, sont saisonniers, ou évidemment en cas de crise, la situation pouvant alors être dramatique. Ainsi, en 1848, on estime à plus de 50% le nombre d'ouvriers chômeurs dans le monde urbain. Quant à l'absence de protection pour la vieillesse, elle signifie que les travailleurs essaient de tenir le plus longtemps possible, et comptent ensuite sur leurs enfants, ce qui ajoute aux difficultés économiques de ceux-ci.

Le mode de vie ouvrier est donc caractérisé par une plus ou moins grande précarité. La plupart vivent au jour le jour, dépensant en moyenne 50 à 80 % de leur revenu en nourriture et en boisson – ce qui les rend très dépendants des fluctuations du prix du pain, qui est de loin la première cause de protestation populaire jusqu'aux années 1850. Le reste se répartit entre le

logement, les vêtements et l'entretien du foyer (chauffage, lumière, meubles), avec dans le meilleur des cas quelques francs par mois pour le reste, le loisir, l'économie, la cotisation à une société de secours... Cependant, la situation des ouvriers n'est pas celle de la grande misère, qui existe aussi à l'époque, celle des véritables marginaux, vagabonds, invalides, etc. Les ouvriers ne forment pas la classe la plus basse de la société. En particulier les ouvriers, notamment s'ils sont qualifiés, sont insérés dans la société urbaine.

Le lieu principal de la sociabilité ouvrière est le cabaret. Lieu de détente et de boisson, c'est aussi l'endroit où les ouvriers (souvent d'un même métier) se retrouvent pour discuter, pour lire les journaux (on l'a dit, la plupart des ouvriers savent lire, en revanche l'abonnement individuel aux journaux est quasi-inexistant jusqu'aux années 1880 qui voit l'apparition d'une presse extrêmement bon marché). Les cabarets sont aussi des lieux d'organisation : c'est là que les ouvriers d'un même corps d'état se retrouvent et que les associations ont leur siège. Associations de loisir, comme les groupes de musique, mais aussi associations plus militantes, des sociétés de secours mutuel jusqu'aux formes proto-syndicales héritées des compagnonnages. Cette centralité du cabaret va de pair avec un fort éloignement de l'Eglise, ce qui ne signifie pas nécessairement une déchristianisation (celle-ci s'accroît vraiment plus tard, après la Commune), mais en tout cas un éloignement de la pratique catholique, notamment de la messe.

Enfin, dernier élément dont il faut parler ici, les habitudes d'organisation et de lutte. Il est nécessaire de saisir deux choses importantes. La première, c'est que les formes de lutte sont encore très liées aux types de protestation d'Ancien régime, centrées sur le coût de la vie (notamment du pain) plutôt que sur le salaire, rarement dirigées contre les patrons et les capitalistes, mais plutôt contre les boulangers, les marchands, les symboles du pouvoir d'Etat comme les gardes forestiers ou les percepteurs, enfin plus exceptionnellement les châtelains des environs. Et au sein des entreprises, ce que nous assimilons aujourd'hui à la protestation ouvrière, en premier lieu la grève, n'existe que marginalement par rapport à des formes de résistance plus individuelles (absentéisme, travail fait mal ou trop lentement, sabotage). Cependant, et c'est là le deuxième point, ces habitudes traditionnelles de protestation coexistent avec des nouvelles formes, appuyées notamment sur les grèves, et qui tiennent beaucoup à la transformation radicale de la situation des ouvriers de métier durant la Révolution : la fin des corporations.

Il convient de s'arrêter un moment sur ce point, avant de passer à l'étude des transformations de la situation des ouvriers de métier au XIXe siècle. Ce qui change tout, ce qui fait la situation très particulière des ouvriers de métier (artisans, chefs d'atelier, apprentis, etc.) au temps de Proudhon, c'est qu'ils sont les héritiers d'une tradition corporative séculaire, mais brutalement interrompue, et que rien n'est venue remplacer³. En effet, la loi Le Chapelier et le décret d'Allarde, en 1791, ont supprimé les corporations. Sous l'Ancien régime, celles-ci régulaient l'entrée dans les professions, organisaient la transmission de connaissance, stabilisaient les hiérarchies, donnaient en un mot à la production un cadre strictement contrôlé. Le décret d'Allarde interdit toute régulation de l'entrée dans le marché du travail, puis la loi le Chapelier va jusqu'au bout de la logique en interdisant tout regroupement, de quelque nature qu'il soit, ayant pour base une appartenance professionnelle commune. Cette disparition du cadre corporatif met les ouvriers et les patrons, dont les relations étaient jusque-là encadrées par des réglementations strictes, dans un face à face. Evidemment, ce n'est pas aussi simple que ça, et des formes de négociation continuent d'exister, mais elles se font désormais, notamment aux prud'hommes, dans un contexte d'égalité civile, et sans encadrement corporatif.

Mais l'organisation ouvrière ne disparaît pas pour autant. Simplement, alors qu'elle s'exerçait jusqu'alors au grand jour, de façon contrôlée, elle devient désormais secrète, investissant des sociétés ouvrières secrètes qui existaient déjà dans l'univers corporatif : les compagnonnages⁴. Il s'agit de véritables sociétés d'initiation, fortement antagonistes entre elles, rassemblant parfois des ouvriers de différents états ; et contrairement aux corporations, les maîtres n'en font pas partie. Il s'agit là d'une source majeure pour l'apparition de quelque chose que l'on pourrait qualifier de conscience de classe, une conscience de l'unité de ses intérêts et de leur antagonisme fondamental avec les intérêts du groupe des maîtres, des fabricants, des marchands, des banquiers, bref de tous ceux qui vivent du travail des ouvriers. C'est donc au sein des corps d'état, dans les sociétés secrètes héritières des compagnonnages, en particulier à partir des années 1830, que l'on voit se développer des luttes centrées sur le

³ Steven Laurence Kaplan et Philippe Minard (dir), *La France, malade du corporatisme ? : XVIIIe-XXe siècles*, Paris, Belin, 2004.

⁴ William Hamilton Sewell, *Gens de métier et révolutions : le langage du travail, de l'Ancien régime à 1848*, Paris, Aubier-Montaigne, 1983 [1980].

tarif, c'est-à-dire sur le prix du travail, plutôt que sur le prix des biens de consommation, et qui intègrent la grève à leur répertoire d'action⁵.

Voilà donc, de façon très grossière, les traits du monde ouvrier au temps de Proudhon. Mais évidemment, c'est très statique. Or les années pendant lesquelles Proudhon écrit, 1840-1865, sont des années de transformation profonde du monde ouvrier. Des transformations qui ne sont pas nécessairement évidentes au premier abord, mais qui sont pourtant porteuses de changements radicaux, et dont Proudhon est le témoin.

II. Les transformations du monde ouvrier autour de la révolution de 1848

Comment s'y retrouver parmi tous les changements du monde ouvrier ? De façon assez schématique, en reprenant la division de la première partie, je commencerai par présenter les changements dans la structure économique, avant de passer à celles qui affectent la culture et les pratiques d'organisation ouvrières. Je ne dis pas du tout que les secondes sont subordonnées aux premières, mais ça aide pour la présentation de faire cette séparation.

1) La première révolution industrielle.

La première chose à noter, c'est que les années de vie de Proudhon, des années 1800 aux années 1860, marquent ce que l'on peut appeler la première révolution industrielle en France, ou en tout cas la première vague d'industrialisation. Rompant avec la stabilité économique de l'Ancien Régime, le revenu connaît une croissance régulière 1 ou 2% par an, qui aboutira, sur un siècle, à un quadruplement du PIB, tandis que la part de l'agriculture sera divisée par 2 ou 3. Cependant, dans cette première phase, c'est une industrialisation qui n'a rien à voir avec celle, massive, qui a lieu en Angleterre, en ce qu'elle ne repose que très peu sur l'apparition d'usines. C'est au sein même des ateliers et du monde artisanal que les machines apparaissent, permettant peu à peu des gains de productivité, et transformant progressivement le monde ouvrier.

⁵ Bernard H. Moss, *Aux origines du mouvement ouvrier français : le socialisme des ouvriers de métier, 1830-1914*, Paris, les Belles lettres, 1985 [1976].

Cette industrialisation a des raisons multiples : la France devient une puissance exportatrice, les progrès techniques (faibles mais réels) dans l'agriculture libèrent des bras, permettant une augmentation sensible du nombre de personnes travaillant dans l'industrie, la population des villes croît, le système des transports se développe et la période est propice aux innovations, aux expérimentations⁶. De ce fait, le monde ouvrier connaît une croissance régulière : au cours de la vie de Proudhon, le nombre de travailleurs industriels passe de moins de 2 à plus de 4 millions. Cependant, il faut le répéter : tout ceci a lieu sans grand bouleversement, sans disparition de l'artisanat au profit de l'usine. Bien au contraire, c'est une période de croissance sans précédent pour le monde de la petite entreprise, de l'atelier, de la petite fabrique et de la manufacture de quelques employés. Le monde de l'usine et des mines croît aussi, mais dans des proportions similaires, il n'y a pas de remplacement, mais une croissance parallèle. A noter que cette croissance ne se traduit pas par une augmentation massive des salaires, loin de là : ils baissent ou stagnent dans les années 1820-1840, et ne commencent à monter que dans les années 1850.

Pour autant, cela ne signifie pas que les pratiques ne sont pas transformées par la révolution industrielle, loin de là. Les gains de productivité qui permettent la croissance du monde ouvrier sont principalement dus à l'introduction de machines, qui ont plusieurs effets, parfois contradictoires, et qui méritent de reprendre les différents mondes analysés précédemment.

Le travail domestique, d'abord. C'est certainement le monde le plus touché par l'apparition des machines : dans le textile, le travail traditionnel, à la main, rural, principalement féminin, dépérit progressivement. Il n'est pas nécessairement remplacé par du travail en usine ou en atelier, mais il devient clairement une activité plus spécialisée, du fait de l'introduction de la machine à coudre. Le travail domestique devient alors de moins en moins un travail rural d'appoint, et de plus en plus un travail urbain, toujours domestique, mais fait par des femmes, couturières ou modistes, désormais employées à temps plein et participant par là plus directement au monde ouvrier.

Le monde des artisans est lui aussi très touché. Plus exactement, les artisans, travailleurs qualifiés, lettrés, intégrés dans des milieux professionnels où l'information circule vite,

⁶ Pour resituer ces transformations dans une histoire globale, voir Christopher Alan Bayly, *La naissance du monde moderne*, Paris, Les Éd. de l'Atelier, 2007.

prennent très rapidement conscience du risque que constitue pour eux la mécanisation⁷. Le risque est d'abord de voir leurs compétences propres dévaluées par l'apparition de machines faisant la même chose, mais pouvant être actionnées par des ouvriers non qualifiés. C'est aussi de devenir encore plus dépendants, s'ils souhaitent s'équiper en machines, des détenteurs de capitaux, et surtout des marchands qui vendent leurs produits finis. En effet, ceux-ci peuvent désormais faire jouer la concurrence avec l'industrie naissante, et faire pression pour baisser constamment le tarif, c'est-à-dire le prix auquel ils achètent les produits aux ouvriers. De plus, la fin du monde corporatif permet à tout le monde d'exercer n'importe quel métier, amenant au développement du marchandage, cette pratique consistant à placer des ouvriers, souvent non qualifiés et peu payés, au détriment des artisans auparavant protégés par les barrières corporatives à l'exercice du métier. Enfin, si beaucoup d'artisans s'équipent en petites machines, il y en a d'autres qui s'avèrent très coûteuses, ce qui pousse malgré tout à la concentration.

Au contraire, le monde de la manufacture, de la petite entreprise, connaît alors un âge d'or. Si elles sont soumises à la concurrence des usines, ces entreprises ont néanmoins plus de latitude que les artisans pour se doter de machines. Milieu fortement organisé, par exemple dans les soieries de Lyon, les ouvriers de métier travaillant dans ce genre de structures peuvent aussi plus facilement que les artisans isolés résister à la pression des marchands-fabricants et imposer leurs conditions. Tout n'est bien sûr pas rose, et les craintes de voir la grande entreprise concurrencer indûment les manufactures sont bien présentes, mais c'est malgré tout un moment où ce modèle fonctionne à plein.

C'est en partie dû au fait que, comme on l'a vu, la croissance des usines est empêchée par une série de facteurs difficiles à surmonter. D'abord, les difficultés à trouver de la main d'œuvre, et ensuite, une fois trouvée, d'amener cette main d'œuvre à se plier aux normes des machines. Il faut bien voir que pour que l'investissement dans des machines coûteuses soit rentable, il faut que les gains de productivité suivent. Or pour cela il faut que les salariés soient éduqués au travail bien spécifique requis par le machinisme, et qui est étranger tant au monde des ouvriers qualifiés qu'à celui des travailleurs non qualifiés, notamment des ruraux pour qui le travail industriel a toujours constitué un travail qui doit coexister avec le travail agricole. Il y a donc tout un travail de discipline des travailleurs des usines, qui est long et dont les résultats

⁷ François Jarrige, *Au temps des tueuses de bras: les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle, 1780-1860*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009

ne sont pas immédiatement évidents. Ça passe d'abord par un système de réglementation très sévère, avec un contrôle permanent des ouvriers, des amendes en cas de faute, etc⁸. Mais ça passe aussi par un nouveau système de gratifications : des primes en cas de bons résultats, et surtout des avantages pour les ouvriers, qui se voient incités à créer des sociétés de secours mutuels, à qui sont proposés des logements proches de l'usine, voire à qui l'on propose des services comme des crèches, des magasins collectifs ou des assurances vieillesse. Ce modèle met du temps à se mettre en place, et ce n'est que plus tard, après la mort de Proudhon, dans les années 1880, qu'il portera réellement ses fruits, c'est-à-dire que l'usine commencera à vraiment prendre le pas sur l'artisanat et la petite entreprise.

2) L'apparition de la classe ouvrière

Qu'en est-il alors de la culture ouvrière ? On a commencé à le voir : la culture ouvrière était jusque là indissociable de deux choses : d'une part, la culture populaire au sens large, avec ses fêtes, sa sociabilité et aussi ses formes traditionnelles de protestation ; et d'autre part, le monde corporatif, organisé autour des métiers. Ce qui s'affirme au fur et à mesure du premier XIXe siècle, et dont Proudhon est un observateur, et peut-être un acteur, c'est l'apparition d'une conscience de classe. Celle-ci est avant tout fondée sur l'idée que ce qui fait le cœur de la condition des ouvriers, ce n'est pas le métier exercé, mais le travail, le fait qu'ils soient producteurs. En cela, les divisions traditionnelles de métier, et plus encore celles entre différentes sociétés compagnonniques, sont moins importantes que celle qui existe entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Le slogan du journal *Le Peuple* de 1848, « Qu'est-ce que le producteur ? Rien. Que doit-il être ? Tout », indique assez bien cette conscience nouvelle, qui s'ancre à la fois dans les débuts du mouvement ouvrier autonome en 1830-1834 et dans la pensée socialiste, décrivant après Saint-Simon les ouvriers comme la classe la plus nombreuse, la plus utile et la plus pauvre. Par voie de conséquence, la culture ouvrière qui se met peu à peu en place est non seulement unitaire, au-delà des barrières de métier, mais aussi fondée sur l'antagonisme avec une autre classe : celle des propriétaires, de ceux qui ne travaillent pas. C'est la deuxième partie du slogan du *Peuple* : « Qu'est-ce que le capitaliste ? Tout. Que doit-il être ? Rien ». Il n'y a rien d'évident à l'époque à faire du maître le responsable de la situation subordonnée des prolétaires. C'est même exactement l'idée contraire sur laquelle se fonde l'univers corporatif. Mais la fin de cet univers, l'entrée des

⁸ Alain Cottureau (dir), *Les règlements d'ateliers: 1798-1936*, Paris, Bibliothèque nationale, 1984

ouvriers dans une culture compagnonique, et surtout la récupération de l'opposition républicaine au privilège, mais appliquée cette fois-ci à la sphère économique, fait naître l'idée que les ouvriers forment une classe unique, en lutte contre une classe privilégiée, la bourgeoisie.

Les formes de culture, d'organisation et de protestation connaissent en conséquence une réelle transformation au cours des années 1840-1860, avec comme point d'inflexion majeur la révolution de 1848. Si le monde ouvrier reste largement organisé autour des métiers, de la sociabilité de quartier, des cabarets, d'autres réalités viennent se surimposer. D'abord, l'apparition d'une presse ouvrière à partir des années 1830, une presse écrite au nom de tous les ouvriers, et pas seulement d'un métier. Evidemment, dans les cas où une ville est entièrement mono-industrielle, comme la soie à Lyon, on a une presse très centrée sur cette industrie, à l'image de l'*Echo de la Fabrique*, le journal des canuts⁹. Cependant, l'expérience de l'*Atelier* dans les années 1840 puis des journaux ouvriers de 1848, en premier lieu le *Représentant du Peuple* puis *Le Peuple*, montre bien une presse ouvrière ouverte à l'ensemble des travailleurs industriels¹⁰. Si les ouvriers typographes y jouent un rôle prééminent, la volonté est constante d'ouvrir ses colonnes à l'ensemble des ouvriers. A côté de la presse ouvrière, on voit aussi apparaître des organisations unitaires, qui viennent s'ajouter aux organisations de métier. Si elles sont minoritaires sous la monarchie de Juillet et restent surtout à l'état de projet, comme le compagnonnage réformé de Perdiguier ou l'Union ouvrière de Flora Tristan, la révolution de 1848 voit la naissance d'une véritable organisation unitaire, à Paris, autour de la Commission du Luxembourg¹¹. Celle-ci est mise en place après un décret du 28 février 1848, et a initialement pour but d'être un lieu de discussion entre ouvriers, sous le haut patronage de Louis Blanc. Mais elle change rapidement de sens, et devient un lieu de résolution des conflits entre patrons et ouvriers, tout autant qu'un lieu où s'éprouve une organisation unitaire. Lorsque la Commission est dissoute, en mai 1848, les anciens délégués du Luxembourg créent une organisation unitaire, qui joue notamment un grand rôle dans le lancement d'associations ouvrières de production, dans le projet de la Banque du Peuple puis dans ceux qui suivent après l'enfermement de Proudhon en 1849.

⁹ Ludovic Frobert (dir), « *L'Écho de la fabrique* » : naissance de la presse ouvrière à Lyon, 1831-1834, Lyon, ENS éd., Institut d'histoire du livre, 2010

¹⁰ Rémi Gossez, « Presse parisienne à destination des ouvriers, 1848-1851 », in *La presse ouvrière, 1819-1850 : Angleterre, États-Unis, France, Belgique, Italie, Allemagne, Tchécoslovaquie, Hongrie*, Jacques Godechot (dir), Bures-sur-Yvette, Essonne, Société d'histoire de la Révolution de 1848, 1966, p. 123-190

¹¹ Rémi Gossez, *Les ouvriers de Paris. 1 : L'Organisation, 1848-1851*, Paris, Société d'histoire de la Révolution de 1848, 1968

Surtout, c'est une habitude d'organisation unitaire qui se met en place, ce qui explique que, lorsque la législation sur les organisations ouvrières s'assouplit en 1864, avec l'abolition de la loi Le Chapelier, on puisse voir apparaître une section française de l'Association internationale des travailleurs organisée par delà les barrières de métier. C'est parce que la culture ouvrière devient plus unitaire que les traditions d'organisation et de lutte des ouvriers de métier, des ouvriers qualifiés, peuvent, à partir des années 1860, commencer à irriguer la classe ouvrière tout entière, y compris les ouvriers non qualifiés, ce qui est bien sûr un enjeu central lorsqu'a lieu la seconde révolution industrielle, qui voit l'usine commencer à réellement prendre le pas sur le monde des ouvriers de métier.

Que conclure donc de ce tableau ? D'une part, que le monde ouvrier est pluriel, et que les différents mondes ouvriers n'ont pas la même culture, les mêmes pratiques, et donc ne vivent pas de la même façon les transformations de la première industrialisation. Mais aussi, d'autre part, que le temps de Proudhon est un temps où, sur cette pluralité, vient se surimposer un imaginaire unitaire, fondé sur l'idée qu'il existe une classe ouvrière. De fait, cette unité ne vient pas remplacer la diversité ouvrière, qui reste bien réelle, mais elle constitue un moteur fondamental pour la transmission de traditions ouvrières nées du monde corporatif et surtout du compagnonnage à l'ensemble des travailleurs industriels. Evidemment, cette idée d'une unité de la classe ouvrière n'est pas hégémonique, loin de là : elle a notamment contre elle de nombreux conservateurs, qui refusent l'idée d'une spécificité des travailleurs de l'industrie par rapport aux autres professions, l'idée d'une classe ouvrière unique, ou encore celle d'un antagonisme entre ses intérêts et ceux des patrons. Pour eux, les classes ouvrières sont plurielles, et elles font partie d'un ordre organique dont les différents éléments sont solidaires.

Pour finir, qu'en est-il de Proudhon ? Croit-il ou non à l'unité de la classe ouvrière, à l'existence d'une identité ouvrière partagée ? Il n'est pas anodin qu'il ait intitulé son dernier ouvrage la *Capacité politique des classes ouvrières*. Cependant, dans le texte, on trouve aussi bien le pluriel que le singulier, même si le pluriel est plus fréquent. On trouve chez Proudhon à la fois l'idée d'une nécessité d'organiser les fonctions de façon séparée, mais aussi celle de les fédérer, selon une logique proudhonienne de balancement entre pluralité et unité. Et surtout, Proudhon pense le travail comme une activité unifiée : c'est le travail qui crée la valeur, et cette idée, à mon sens, met une barrière unique et infranchissable, dans sa doctrine, entre les travailleurs et les autres. Quant à savoir si, pour lui, cette unité fondamentale devrait

aller de pair avec une organisation unitaire, si l'unité de l'idée ouvrière débouche sur une unité de l'identité ouvrière, c'est une question qui reste en suspens.